

population canadienne ne veut s'engager à rien envers le gouvernement sinon à le mettre dehors. Elle ne prend pas d'autre engagement.

Le processus politique a été tellement ravalé en servant aux fins partisans du parti libéral au pouvoir, monsieur le Président, que celui qui paie ses impôts aujourd'hui devrait avoir droit à un reçu de cotisation déductible au parti libéral, car cet argent ne sert pas pour le bien public. Chaque fois que c'est possible, il est détourné à des fins politiques partisans dont nous avons eu un exemple ces derniers jours, au bureau du premier ministre.

Qu'est-ce qui croît le plus rapidement au Canada aujourd'hui, monsieur le Président? Ce n'est pas l'insécurité et la peur au sein du caucus libéral, ni les projets dans les circonscriptions libérales. C'est le coût du service de la dette du gouvernement du Canada. Outre tous les autres aspects inquiétants de la dette, le terme moyen avant échéance de la dette publique aujourd'hui est tombé de six ans et demi à cinq ans et quart. Autrement dit, les créances du gouvernement ont maintenant une échéance moyenne de seulement cinq ans et demi. C'est le temps qu'a le gouvernement pour rembourser ces sommes, y compris les 90 millions de dollars en obligations d'épargne du Canada. Les deux tiers environ de la dette globale viendra à échéance dans moins de trois ans. Les deux tiers de cette somme fantastique devient exigible et doit être refinancée dans les trois prochaines années. Arrêtez-vous un instant pour y penser.

Le vérificateur général lui-même a affirmé que ces chiffres ne sont pas exacts et qu'ils ne donnent pas une estimation exacte de la dette. Il a signalé que la dette a été sous-estimée l'an dernier de 5.3 milliards. Même le chiffre faramineux déclaré l'an dernier était sous-estimé de 5.3 milliards, parce que des décaissements de 3.28 milliards au titre de l'assurance-chômage n'y figuraient pas. Le gouvernement n'a inscrit nulle part dans les comptes les pertes de plus de un milliard de Canadair, celles de de Havilland et d'autre entreprises semblables.

Le gouvernement s'est donné beaucoup de mal l'an dernier pour distinguer la partie structurelle du déficit de la partie cyclique, afin d'essayer de mieux excuser l'ampleur du déficit. Malheureusement, les études qu'il a faites l'an dernier et cette année révèlent que plus de la moitié de la dette actuelle est structurelle. Même si l'économie était en plein essor, nous aurions quand même un déficit cette année de 18 milliards. Plus on regarde ce qui se passe, plus noir est le tableau.

Le ministre crâne dans son budget et prédit que nous aurons une croissance vigoureuse cette année. D'autres organismes autonomes, comme le Conference Board du Canada dont les prévisions se sont révélées beaucoup plus justes que celles du gouvernement, prédisent un taux de 3.3 p. 100 et de .3 p. 100 pour l'année prochaine.

M. Lalonde: Voyez ce que dit l'OCDE.

M. Crosbie: Chaque fois que je le fais, je constate à quel point la situation du Canada est pitoyable comparativement à celle des autres pays de l'OCDE, et cela me déprime. C'est pourquoi je préfère ne pas étudier ses chiffres.

En février 1983, Statistique Canada a annoncé que la valeur des biens et des services avait fléchi de .2 p. 100. Le 31 janvier, Statistique Canada a signalé que l'incertitude des projets d'investissements au Canada contrastaient avec la vigueur des

gains aux États-Unis. Que contient le budget qui pourrait raffermir les projets d'investissement au lieu de les ébranler? Rien. Il n'y a rien dans ce budget qui puisse encourager qui que ce soit à investir ici au Canada. Notre industrie fonctionne à l'heure actuelle à, je crois, 70 p. 100 de sa capacité. C'est Statistique Canada même qui apporte un démenti à ce que dit le ministre, à savoir que l'incertitude des projets d'investissements au Canada contraste avec la vigueur des gains aux États-Unis.

● (1140)

Jusqu'à quel point le gouvernement tient-il à aider les consommateurs et les contribuables canadiens? J'ai mentionné hier la redevance de canadianisation. Le gouvernement a prélevé cette redevance sans le consentement ni l'autorisation de la Chambre et, au lieu de laisser cet argent dans une caisse spéciale, il l'a versé aux recettes générales de façon à réduire son déficit, qui est encore de 31 milliards et demi de dollars.

Qu'a dit le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le 22 novembre 1983? Je n'ai pu trouver la citation dans le *Star* de Toronto, hier soir, mais il a dit: «Nous maintenons la redevance, mais nous examinons encore ce que nous ferons de l'argent». Est-ce assez arrogant à votre goût? Le gouvernement impose maintenant les Canadiens avant même de savoir ce qu'il fera de l'argent. Si ce n'est pas là le summum de l'arrogance... «Nous maintenons la redevance», dit le ministre en se battant la poitrine, à la manière d'un gorille parcourant le pays: «Nous maintenons la redevance parce que j'en ai décidé ainsi, et tant pis pour le consommateur canadien. Nous examinons encore ce que nous ferons de l'argent». Maintenant nous savons ce qu'il fait de l'argent. Il s'en sert uniquement pour tenter de maintenir le déficit à 31 milliards et demi de dollars.

A propos de l'honnêteté du gouvernement, qu'avait dit le vice-premier ministre au sujet de la redevance de canadianisation lorsque celle-ci a été imposée le 28 octobre 1980? A la page 11 de son allocution, il avait promis ce qui suit aux Canadiens:

Le fonds sera alimenté par un prélèvement de participation canadienne qui touchera toute la consommation de pétrole et de gaz au Canada et entrera en vigueur à mesure que le programme d'acquisition progressera. Ce prélèvement sera fixé au niveau voulu pour que le programme s'autofinance entièrement; il n'influera aucunement sur le déficit du gouvernement.

Voilà la promesse solennelle qui avait été faite le 28 octobre 1980, lorsque la population canadienne s'est vu imposer une taxe de 1c. le litre de mazout, d'essence et de tout produit fabriqué à partir d'un baril de pétrole. Cela revient à 4.5c. le gallon; 840 millions de dollars cette année, 960 millions l'année prochaine et un milliard l'année d'ensuite. On nous a dit que le programme s'autofinancerait et qu'il n'influait aucunement sur le déficit du gouvernement. Que fait le gouvernement quatre ans plus tard? Il réduit le déficit de 800 millions de dollars, ou de 420 millions cette année, je crois, en se servant de 500 millions de dollars destinés à Dome, comme si Dome avait besoin de ces 500 millions après tout ce qu'elle a eu du gouvernement, soit beaucoup plus que 500 millions de dollars. Il s'en sert maintenant pour réduire le déficit gouvernemental. Peut-on croire un seul mot prononcé par l'un ou l'autre membre de cette bande de bouffons? Évidemment pas. Je regrette de devoir le dire.